1. Loi n°76-66 du 2 Juillet 1976 portant Code du Domaine de l’Etat (JO du 28 juillet 1976, pp. 1110 à1117), modifiée par la loi n°85-15 du 25 février 1985 (JO du 09 mars 1985, p. 139) ;
   1. Décret n°81-557 du 21 Mai 1981 portant application du Code du Domaine de l’Etat en ce qui concerne le Domaine Privé modifié (JO du 5 septembre 1981, pp. 818 à 831) ;
2. Loi n°87-11 du 24 Février 1987 autorisant la vente de terrains domaniaux destinés à l’habitation situés en zones urbaines (JO n° 5163 du 09 mars 1987, pp. 324 à 325) ;
   1. Décret n°87-271 du 03 Mars 1987 portant application de la loi n°87-11 du 24 Février 1987 autorisant la vente de terrains domaniaux situés en zones urbaines destinés à l’habitation (JO du 14 mars 1987, pp. 325 à 327) ;
   2. Décret n°88-826 du 14 Juin 1988 abrogeant et remplaçant certaines dispositions du Décret n°87-271 du 03 Mars 1987 portant application de la loi n°87-11 du 24 Février 1987 autorisant la vente de terrains domaniaux destinés à l’habitation situés en zones urbaines ;
3. Loi n°94-64 du 22 Août 1994 autorisant la vente de terrains domaniaux à usage industriel ou commercial (JO n°5595 du 27 1994) ;
   1. Décret n°95-737 du 31 Juillet 1995 portant application de la loi n°94-64 du 22 Août 1994 autorisant la vente de terrains domaniaux à usage industriel et commercial (JO n°5651 du 09 septembre 1995, p. 378 à 379) ;
4. Loi n°95-12 du 07 Avril 1995 autorisant la vente du domaine privé immobilier bâti de l’Etat à usage d’hôtels ou de réceptifs touristiques et de ses dépendances ;
5. Loi n°74-20 du 24 juin 1974 portant classement du réseau routier national et fixant le régime domanial de ce réseau (JO du 4367 du 20 juillet 1974) ;
   1. Décret n°74-718 du 19 juillet 1974 relatif au classement du réseau national (JO n°4373 du 17 août 1974, pp. 1322 à 1325) ;
   2. Décret n°2010-1445 du 4 novembre 2010 relatif à la pose ou dépose de conduites diverses et à l’occupation de l’emprise des routes et voies du réseau routier classé (JO du 5 février 2011, pp. 131 à 134);
6. Décret n°2010-399 du 23 mars 2010 abrogeant le décret n°60-36/MF du 26 janvier 1960 portant fixation du taux des redevances pour occupation temporaire du domaine public de l’Etat, portant fixation du barème des redevances pour occupation temporaire du domaine public de l’Etat (JO du 24 juillet 2010, pp. 799 à 802) ;
7. Décret n°2010-400 du 23 mars 2010 portant barème des prix du loyer pour occupation du domaine privé immobilier de l’Etat (JO du 03 mai 2010, numéro spécial, pp. 471 à 487) ;